



Assemblée générale

Distr. générale
29 septembre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

**Lettre datée du 25 septembre 2014, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration écrite de la délégation du Royaume-Uni par laquelle celle-ci exerce son droit de réponse aux propos tenus par la Présidente de la République argentine, Cristina Fernández de Kirchner, devant l'Assemblée générale le 24 septembre 2014 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mark Lyall Grant



**Annexe à la lettre datée du 25 septembre 2014 adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Déclaration de la délégation du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
exerçant son droit de réponse aux propos tenus
par la Présidente de la République argentine
lors du débat général, le 24 septembre 2014**

Le Royaume-Uni n'a aucun doute quant à sa souveraineté sur les îles Falkland et les espaces maritimes qui les entourent.

Le Royaume-Uni attache une grande importance au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, consacré par l'Article 1.2 de la Charte des Nations Unies, sur laquelle reposent toutes les résolutions des Nations Unies, et par l'article 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Notre position à l'égard des îles Falkland se fonde sur ce principe. Il ne saurait y avoir de négociations portant sur la souveraineté sur les îles Falkland tant que leurs habitants n'en auront pas exprimé le souhait.

En mars 2013, les Falklandais ont fait connaître leur volonté à la communauté internationale sans la moindre ambiguïté lorsque, avec un taux de participation de 92 %, 99,8 % des électeurs ont décidé par référendum de maintenir la relation politique actuelle avec le Royaume-Uni. L'Argentine devrait respecter ce souhait.
